

## 2. DIVERSITE DES OPINIONS PUBLIQUES DANS L'UNION EUROPEENNE VIS-A-VIS DE L'ENERGIE NUCLEAIRE

Daniel Chavardès, Senior International Adviser,  
Societe Francaise de l'Energie Nucleaire (SFEN), France

Profile (September 2009)

### Carrière:

- Né le 5 juillet 1939 à Merville, Haute Garonne.
- Docteur 3ème cycle en Physique Nucléaire, option Physique des Réacteurs (Université Paris-Orsay, 1964).
- Employé comme ingénieur au C. E. A. depuis 1965, il a occupé les fonctions suivantes : ingénieur neutronicien au Département des Réacteurs à Neutrons Rapides au CEN Cadarache (1965-1971) et au Département Etudes Mécaniques et Thermiques au CEN Saclay (1972), assistant du Directeur des Applications Industrielles Nucléaires du CEA (1973-1976), conseiller technique au Cabinet de l'Administrateur Général du CEA, Secrétaire du Conseil du Groupe CEA (1977), et conseiller pour les affaires industrielles auprès du Directeur des Relations Internationales du CEA (1978).
- Il a ensuite été nommé Attaché Nucléaire à l'Ambassade de France à Tokyo (1979-1984), puis à l'Ambassade de France Washington DC (1984-1989).
- Il est entré à FRAMATOME le 1er septembre 1989 comme Directeur du Développement International, et d'avril 1995 à 2000, il a été Représentant auprès des Institutions Européennes en poste à Bruxelles pour la promotion de l'énergie nucléaire auprès du Parlement Européen et de la Commission de l'Union Européenne. Il devient Président du Forum Atomique Français de 1998 à 2000.
- Il a ensuite été nommé Conseiller Nucléaire à l'Ambassade de France en Chine de 2000 à 2005.
- Il a été mis à la retraite par le CEA au 1er Janvier 2005, mais continue d'apporter son soutien bénévole au développement de l'énergie nucléaire en étant « Senior International Adviser » à la SFEN ( Société Française de l'Energie Nucléaire).

### Décorations :

- 1982 - Chevalier du Mérite National
- 1984 - Décoration du 3ème grade de l'Ordre du "Trésor Sacré"
- 1988 - Certificat d'appréciation pour service exemplaire remis par le DOE
- 2007 - Chevalier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur

### Participation à des comités :

- 1991~1992: Membre du Comité International de l' American Nuclear Society
- 1993~1994: Membre du Comité "Honors and Awards" de l' American Nuclear Society

L'éventail des diversités sociétales et culturelles des pays de l'UE (Union Européenne), est très large; de même les perceptions et les réactions des opinions publiques de ces pays vis-à-vis de l'énergie nucléaire peuvent être très différentes.

A mon avis personnel deux pays figurent les deux extrêmes :

- d'un côté la France, où une relative majorité de l'opinion publique adhère ou tolère le choix de l'option nucléaire (l'électronucléaire y représente environ 80% de son électricité) et approuve à plus long terme son développement,

- d'un autre côté l'Allemagne, où une courte majorité du public tolère juste l'exploitation des centrales nucléaires existantes mais souhaite à plus long terme pouvoir s'en passer.

Entre ces deux extrêmes, se situent les pays tels que la Grande-Bretagne et l'Italie qui ont décidé, pour des raisons de sécurité énergétique et d'environnement, de relancer l'option nucléaire et dont l'opinion publique semble avoir accepté cette politique et des pays tels que la Belgique ou l'Espagne qui sont toujours réfractaires à une relance de leur programme électronucléaire.

Comment expliquer cette diversité d'opinions et notamment celles des deux extrêmes?

- En France, l'énergie nucléaire est apparue à la fin du XXème siècle comme une brillante découverte scientifique à laquelle des noms de savants prestigieux sont attachés, tels que Henri Becquerel, Marie Curie et Frédéric Joliot. Ce sont les applications pacifiques de l'énergie nucléaire (médicales, énergétiques etc.) qui illustraient les livres de physique de mon enfance et non les applications militaires. Quand la première crise pétrolière a surpris les pays industrialisés au début des années 70, le Président de la République d'alors, Giscard d'Estaing a déclaré : **“La France n'a pas de charbon, ni de gaz, ni de pétrole mais nous avons des idées”**, ceci afin de justifier devant l'opinion publique, l'engagement de la France dans un vaste programme électronucléaire. Cette décision politique courageuse faisait le consensus de la classe politique et l'opinion publique française a alors suivi. En effet, d'une part il n'existait pas de parti politique environnementaliste ou anti-nucléaire assez structuré en France pour s'y opposer, d'autre part une majorité de Français avait reconnu le bien-fondé de la politique d'indépendance énergétique qu'offrait l'énergie nucléaire. N'oublions pas que la France est le pays du philosophe et mathématicien René Descartes et devant la pénurie menaçante en hydrocarbures, mes concitoyens ont eu en général une attitude rationnelle et “cartésienne”. Depuis, les partisans “Verts” se sont organisés et l'alliance politique du Parti Socialiste français avec le Parti Vert pour

gagner les élections législatives nationales de 1997, a conduit le Gouvernement français en 1998, à décréter l'arrêt et le démantèlement du surgénérateur Super-Phenix. Mais cet acte politique symbolique a permis au Gouvernement de sauver l'essentiel du programme électronucléaire français : c'est-à-dire : exploitation et construction des centrales nucléaires à eau pressurisée, transport des combustibles irradiés et leur retraitement à l'usine de La Hague enfin recyclage du Plutonium sous forme de combustibles MOX. Plus récemment, en raison de la menace des risques de changements climatiques, le Gouvernement français a lancé un important programme d'actions pour une meilleure utilisation de l'énergie et sa production par de nouvelles technologies propres mais le nucléaire demeure toujours une des bases de ce programme. Dans ce cadre et afin de préparer le renouvellement du parc électronucléaire vieillissant, la décision a été prise de construire une première centrale de Génération 3 : EPR sur le site de Flamanville (Basse-Normandie) et une deuxième vient d'être décidée sur le site de Penly (Haute-Normandie) ; quelques mouvements antinucléaires ont manifesté leur opposition mais sans qu'ils réussissent à mobiliser une part significative de la population.

Un argument très fort que les antinucléaires mettaient en avant en France jusqu'à la fin des années 90 n'existe plus aujourd'hui : c'est la non-transparence dont les Verts accusaient l'industrie nucléaire, notamment dans les activités de retraitement. Un des grands mérites de Mme Anne Lauvergeon après sa nomination à la tête de Cogema, a été de mettre en place une politique efficace et totale de transparence dans l'exploitation de l'usine de La Hague. Depuis, cette politique de transparence totale s'est étendue à toutes les activités nucléaires civiles françaises et elle explique en grande partie pourquoi une majorité de français accepte le nucléaire. Je pense sincèrement que l'adhésion de l'opinion publique nécessite un climat de confiance et la transparence est une des conditions nécessaires à l'établissement de ce climat de confiance.

En résumé, une majorité de l'opinion publique française, en raison des défis environnementaux et du risque de pénurie des hydrocarbures, soutient sinon tolère la poursuite de cette politique énergétique qui laisse une part notable de développement à l'énergie nucléaire.

- En Allemagne la situation est très différente et ceci notamment, me semble-t-il pour deux raisons historiques. En effet le nucléaire est apparu d'abord pour la génération des jeunes allemands

d'après la seconde guerre mondiale, comme une menace terrifiante en raison de la puissance destructrice des armes nucléaires ; ils se sont donc mobilisés activement pendant l'épisode de la "guerre froide", contre l'installation des fusées Pershing et le stockage d'armes nucléaires américaines sur le sol allemand ; ensuite le terrible accident de Chernobyl en 1986, à cause des retombées radioactives significatives en Allemagne qui ont traumatisé sa population et accentué la popularité du Parti des Verts.

J'ai aussi la perception très personnelle que la culture traditionnelle allemande et son inclination littéraire et musicale vers le Romantisme, conduit à un respect presque dogmatique de la Nature qui constitue un terrain propice au développement des thèses environnementalistes. Ainsi alors que la technologie nucléaire allemande était au plus haut en Europe et que ses centrales fonctionnaient parfaitement, la coalition politique des Démocrates avec les Verts a fait voter la loi du "phase-out" du nucléaire en Allemagne, c'est-à-dire son abandon progressif en fonction des centrales nucléaires arrivées en fin de vie et leur non-remplacement.

En résumé une majorité de l'opinion publique allemande est toujours hostile au recours à l'énergie nucléaire ; toutefois malgré l'essor remarquable de son programme d'énergies nouvelles et notamment éolienne, l'Allemagne s'enfonce dans une dépendance croissante et non sans risque vis-à-vis du gaz naturel importé de Russie. Peut-être un jour de nouvelles élections législatives allemandes amèneront-elles un changement de majorité qui pourrait conduire à un changement de politique énergétique mais aujourd'hui cela semble hors de question.

Entre les deux positions extrêmes françaises et allemandes, les opinions publiques des autres pays européens sont partagées. Ainsi malgré l'accident de Chernobyl, une majorité de citoyens des nouveaux Pays-Membres de l'Europe de l'Est (Tchéquie, Croatie, Ukraine, Roumanie...), continuent à soutenir le développement de l'option nucléaire et à construire de nouvelles centrales nucléaires ; d'autres qui n'en ont pas, comme la Pologne, envisagent de s'en doter.

En Europe de l'Ouest les situations sont plus diverses. La Grande-Bretagne, malgré la qualité de ses réalisations nucléaires avait abandonné leur développement pour des raisons économiques compte-tenu de la mise en valeur très attractive de ses ressources d'hydrocarbures en Mer du Nord ; mais en raison de l'épuisement de celles-ci à court terme, le Gouvernement Britannique suivi par le pragmatisme de son opinion publique, a décidé de

reprendre la construction de nouvelles centrales nucléaires. Ainsi le Gouvernement britannique a récemment annoncé que l'énergie nucléaire en Grande-Bretagne à l'horizon 2030, devrait représenter 35 à 40 % de son électricité.

De même en Italie où l'abandon du nucléaire avait été "passionnel" après le choc psychologique de Chernobyl, le Gouvernement a rouvert récemment l'option nucléaire sans que cela soulève un tollé général ; ceci est dû à ce qu'une majorité d'Italiens sont soucieux de leur sécurité énergétique et de la défense de l'environnement. Là aussi le Gouvernement s'est fixé des objectifs pour qu'à l'horizon 2030, le nucléaire représente environ un quart de l'électricité produite en Italie.

Les situations des politiques intérieures en Espagne ou en Belgique sont plus compliquées et aujourd'hui leurs Gouvernements demeurent très prudents sur un tel sujet de controverses et de division qui pourrait les affaiblir, mais là aussi les situations pourraient à terme changer. En attendant les centrales nucléaires en exploitation dans ces pays contribuent à une part substantielle de leur production électrique, ainsi quasi la moitié en Belgique.

En conclusion, en raison d'une part, des fluctuations du prix du pétrole et du gaz et de la menace à terme de leur pénurie, d'autre part de la prise de conscience grandissante des risques de changement climatique, les opinions publiques des Etats de l'Union Européenne évoluent plutôt favorablement en faveur du développement de l'énergie nucléaire, à l'exception toutefois de certaines dont le nombre diminue et qui persistent dans leur réticence à y avoir recours.

( NDLR : Cet article a été rédigé avant les élections législatives allemandes.)

Paris, Septembre 2009